

CONV 274/02

WG X 4

NOTE

Du :	Secrétariat
Au :	Groupe de travail X « Liberté, sécurité et justice»
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 16 septembre 2002

La première réunion du groupe de travail X "liberté, sécurité et justice" s'est tenue le 16 septembre 2002 sous la présidence de M. John Bruton, membre du Praesidium. Une liste de présence des membres du groupe figure en annexe.

1. Calendrier des réunions (doc CONV 256/02)

Le Président a présenté le calendrier figurant dans le document en référence (pour mémoire : réunions du groupe prévues le mercredi 25 septembre, le mardi 8 octobre, le mardi 29 octobre, le mercredi 30 octobre, le vendredi 8 novembre, le vendredi 22 novembre, le mercredi 27 novembre, le mercredi 4 décembre).

Il a précisé que le groupe devait avoir achevé ses travaux afin d'en présenter les résultats lors de la session plénière de la Convention des 5 et 6 décembre. Dans ces conditions, la réunion prévue le 4 décembre ne serait probablement pas maintenue.

Ce calendrier a reçu un accueil favorable. Certains membres du groupe ont toutefois regretté la tenue de réunions à Bruxelles lorsque le Parlement européen siège à Strasbourg (25 septembre).

2. Mandat du groupe de travail et organisation des travaux futurs - échanges de vues sur la base du mandat commenté par le Président (doc. CONV 258/02).

Le président a présenté le mandat annoté (CONV 258/02) soulignant l'importance d'engager les travaux sur la base d'une identification et d'une évaluation concrète de la situation actuelle et des attentes des ressortissants européens. En conséquence, il a proposé que le groupe organise ses travaux de la façon suivante :

- la réunion du 25 septembre sera consacrée à la lutte contre le crime organisé. Les responsables de la police nationale de deux États membres seront auditionnés dans la matinée puis les responsables d'Europol et d'Eurojust ;
- la réunion du 8 octobre portera sur les instruments et procédures (question 2 du mandat annoté) en place dans le domaine de l'action européenne en matière de liberté, sécurité et justice. Les améliorations à y apporter feront l'objet des discussions. Des experts seront invités à exprimer leurs vues ;
- la réunion du 29 octobre traitera de la coopération judiciaire en matière criminelle et civile. Le groupe se penchera en particulier sur l'identification des secteurs de criminalité pour lesquels une action au niveau européen s'avère nécessaire ;
- la réunion du 30 octobre sera consacrée à la problématique de l'asile et de l'immigration ainsi que de l'amélioration du contrôle des frontières extérieures de l'Union ;
- la réunion du 8 novembre portera sur les questions institutionnelles qui n'auraient pas encore été abordées c'est à dire notamment, le rôle de l'unanimité, la coopération renforcée, la possibilité de recourir à l'abstention constructive, les aspects budgétaires.

Enfin, les réunions des 22, 27 novembre et, si nécessaire, du 4 décembre seront réservées à l'examen et la discussion du rapport final du groupe en vue de la session plénière de la Convention des 5 et 6 décembre.

Un membre du groupe a souligné l'intérêt d'entendre, non seulement Europol et Eurojust, mais également un représentant de l'Office de lutte contre la fraude (OLAF). Le président a retenu cette suggestion et prendra contact avec cet office afin qu'un de ses représentants puisse être entendu le 25 septembre.

D'autres membres du groupe ont souhaité que les travaux du groupe abordent également les thèmes de la citoyenneté européenne, de la liberté de circulation et d'établissement au sein de l'espace communautaire (l'une des quatre libertés au sens du marché unique) et de la protection des données personnelles. Ces thèmes seront également évoqués par le groupe au fur et à mesure de ses travaux. Certains membres du groupe ont toutefois plaidé pour que les travaux se concentrent sur les questions institutionnelles. Plusieurs intervenants ont appelé à prendre en compte les particularités des pays candidats pour les matières couvertes dans le domaine de compétences du groupe, en particulier s'agissant du contrôle des frontières extérieures.

A l'issue de cette présentation et en fonction des précisions apportées par le tant par le président que par les membres du groupe, le mandat annoté a bénéficié d'un accueil favorable de la part des membres du groupe.

Le président a proposé que le groupe tienne ses réunions en public. Toutefois, il a considéré que lors de la rédaction du rapport final, le groupe pourrait souhaiter se réunir en session restreinte. Ces lignes directrices ont fait l'objet d'un accord général.

La question de l'interprétation des travaux a été soulevée par certains membres du groupe. Le président s'est engagé à tout mettre en œuvre pour répondre, sur une base pragmatique, aux besoins qui seront exprimés par les membres du groupe. Il a invité ceux-ci à faire connaître le plus tôt possible au Secrétariat les demandes en la matière.

Enfin, le président a invité les membres du groupe à lui adresser des contributions écrites sur les différents points qui seront traités par le groupe lors de ses prochaines réunions ainsi que les questions qu'ils souhaiteraient éventuellement poser aux experts.

**Liste des membres du groupe présents
à la réunion du 16 septembre**

- **M. John BRUTON, Président, membre du Praesidium**
- **M. Pat CAREY**
- **M. Oskaras JUSYS**
- **M. Jürgen MEYER**
- **Mme Elena PACIOTTI**
- **Baroness SCOTLAND of Asthal**
- **M. Antonio VITORINO**